

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'EMPLOI
ET DE LA SOLIDARITE

PRÉFECTURE DU CHER

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**

4, Boulevard de l'Avenir
18023 BOURGES CEDEX
Tél. 02.48.23.71.00
Fax 02.48.20.57.57

SANTÉ - ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par :
M. HASSEN
Ingénieur d'Études Sanitaires
Tél. 02.48.23.71.58
Secrétariat :
Mlle N. RIVIERE - Tél. : 02.48.23.71.65

ARRÊTE N° 2001.1.309 DU 24 JUIL. 2001

**portant régularisation administrative du prélèvement d'eau dans le milieu
naturel pour l'utilisation en vue de la consommation humaine et établissement
des périmètres de protection du captage d'eau potable « Le Porche », à
BOURGES**

Le Préfet du Cher,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU les articles L 214-3 et L 215-13 du Code de l'Environnement,

VU l'article L.1321-2 du Code de la Santé Publique,

VU le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales (J.O. du 4 janvier 1989) modifié par le décret n° 90-330 du 10 avril 1990 (J.O. du 13 avril 1990), par le décret n° 91-257 du 7 mars 1991 (J.O. du 8 mars 1991) et par le décret n° 95-363 du 7 avril 1995 (J.O. du 7 avril 1995),

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article L-214-3 du Code de l'Environnement,

VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article L 214-3 du Code de l'Environnement,

VU l'arrêté ministériel du 24 mars 1998 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 4, 5, 20 et 22 du décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales (J.O. du 28 avril 1998),

VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine (J.O. du 13 septembre 1990),

VU le décret n° 94-354 du 29 avril 1994 relatif aux zones de répartition des eaux,

VU l'arrêté préfectoral du 23 janvier 1995 fixant dans le département du Cher la liste des communes incluses dans une zone de répartition des eaux,

VU la délibération du 31 mars 2000 par laquelle la commune de BOURGES a demandé la déclaration d'utilité publique du captage "le Porche " sis sur son territoire ainsi que l'établissement de ses périmètres de protection.

.../...

VU le rapport du 9 janvier 1992 de Monsieur le docteur Louis COIN, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique pour le département du Cher,

VU le résultat de l'enquête publique qui s'est déroulée sur le territoire des communes de Bourges et Plaimpied-Givaudins du 16 octobre au 3 novembre 2000,

VU l'avis de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt du 31 juillet 2000,

VU l'avis de la Direction Départementale de l'Équipement du 31 juillet 2000,

VU l'avis de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales du 11 mai 2001,

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène du Cher du 31 mai 2001,

VU l'avis favorable de la ville de Bourges,

SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,

A R R Ê T E

Article 1er -

Le captage "Le Porche" sis sur le territoire de la commune de Bourges et appartenant à la commune, la création de ses périmètres de protection qui comportent la dérivation d'eaux souterraines ainsi que l'instauration des servitudes à y appliquer sont déclarés d'utilité publique.

Article 2 -

La commune de Bourges est autorisée à utiliser le captage "le Porche" aux fins d'alimentation en eau potable.

Article 3 -

Le volume à prélever par le pétitionnaire n'excède pas 40 000 m³ par jour avec un débit maximum de 2 000 m³ par heure.

Article 4 -

Il est installé un dispositif de contrôle des quantités d'eau prélevées.

Article 5 -

En application des dispositions de l'article L.1321-2 du Code de la Santé Publique, il est établi autour du captage "le Porche" les périmètres de protection suivants, dont le plan est joint en annexe :

Périmètre immédiat :

Correspond à la zone bordée :

- à l'Ouest par la RD 106,
- au Nord par la RD 15,
- à l'Est par la Rocade Sud de Bourges.

Y sont applicables les prescriptions suivantes :

.../...

Plaine propriété de la collectivité, zone close par une clôture de hauteur suffisante, accessible seulement aux personnes autorisées pour le fonctionnement et l'entretien du point d'eau. Il est maintenu en parfait état de propreté. Tous déversements, épandage d'engrais, de pesticides ou de désherbants, stockage de matériel y sont interdits.

Tout dépôt d'hydrocarbures y est interdit sauf les quantités de produits indispensables à l'exploitation des ouvrages et qui sont placées sur des aires étanches dotées de volumes de rétention.

Les installations, constructions ou activités autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien y sont interdites.

Les stocks de chlore sont déposés dans des enceintes réglementaires dotées de dispositifs de sécurité conformément aux textes en vigueur.

Les évacuations d'eaux usées des 2 logements de gardiens du site sont raccordées par des canalisations étanches au réseau public d'assainissement.

Périmètre rapproché :

Y sont interdits :

- tout creusement de nouveaux puits ou forages atteignant l'aquifère capté, à l'exception d'un éventuel captage AEP,
- la création de gravière ou toute autre excavation (mare, plan d'eau ou étang notamment),
- tout dépôt, épandage superficiel, déversement et rejet dans le milieu naturel de toute substance susceptible d'altérer directement ou après transformation la qualité des eaux souterraines telles : eaux usées, huiles, hydrocarbures, boues de station d'épuration, etc,
- l'implantation de canalisations ou de stockage d'hydrocarbures liquides,
- la construction d'installation d'épuration des eaux usées domestiques ou industrielles,
- la création de cimetières, y compris animalier,
- l'installation de terrains de camping et d'aires de séjours temporaires, publics ou privés,
- l'épandage ou l'infiltration d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle,
- le dépôt de fumiers au champ,
- toute fertilisation azotée, minérale ou organique,
- l'épandage de produits phytosanitaires,
- la suppression des talus et haies limitant l'érosion,
- la suppression de l'état boisé, l'exploitation du bois restant possible dans des conditions non polluantes, selon la législation en vigueur. Les zones boisées sont classées en espaces boisés à conserver au Plan d'Occupation des Sols au titre de l'article L 130-1 du Code de l'Urbanisme,
- la destruction du couvert végétal et les élevages de type plein air,
- la création de nouvelles voies de communication routières et ferroviaires, à l'exception de celles destinées à rétablir des liaisons existantes,
- la création de bâtiments sauf ceux en extension ou en rénovation de bâtiments existants, s'ils ne sont pas une source de pollution des eaux souterraines ou superficielles. La création de bâtiments est possible dans les zones urbanisables, raccordées à l'assainissement et prévues au P.O.S. au moment de l'enquête de Déclaration d'Utilité Publique.

En outre :

- Les bâtiments d'élevage sont mis en conformité,
- Les bâtiments et habitations existants sont mis en conformité avec la réglementation générale de la façon suivante:
 - a/ Les habitations non raccordables à un réseau collectif d'eaux usées sont dotées d'un assainissement autonome conforme à la réglementation. Les puisards existants ainsi que les rejets d'eau non traités aux fossés sont impérativement supprimés.

- b/ Les habitations raccordables à un réseau collectif sont immédiatement raccordées, le branchement doit offrir toutes les garanties d'étanchéité,
 - c/ Le réseau public doit supporter toutes les garanties de bonne étanchéité, celle-ci doit être régulièrement contrôlée (au moins tous les 3 ans).
- Les parcelles sont boisées ou mises et maintenues en prairies permanentes fauchées

En ce qui concerne la voirie :

- des bordures ainsi qu'une canalisation EP sont mises en place entre la RD 106 et la RD 15e

Périmètre de protection éloignée (PPE) :

A l'intérieur de ce périmètre, sont soumises à autorisation, sous réserve d'une application stricte de la réglementation :

- tout creusement de nouveaux puits ou forages atteignant l'aquifère capté,
- la création de gravière ou toute autre excavation (mare, plan d'eau ou étang notamment)
- l'implantation de canalisations ou de stockage d'hydrocarbures liquides,
- la construction d'installation d'épuration des eaux usées domestiques ou industrielles
- la création de cimetières, y compris animalier,
- l'installation de terrains de camping et d'aires de séjours temporaires, publics ou privés,
- l'épandage ou l'infiltration d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle,
- le dépôt de fumiers au champ,
- la suppression des talus et haies limitant l'érosion,
- la suppression de l'état boisé, l'exploitation du bois restant possible dans des conditions non polluantes, selon la législation en vigueur. Les zones boisées sont classées en espaces boisés à conserver au Plan d'Occupation des Sols au titre de l'article L 130-1 du Code de l'Urbanisme.
- la destruction du couvert végétal et les élevages de type plein air,
- la création de nouvelles voies de communication routières et ferroviaires, à l'exception de celles destinées à rétablir des liaisons existantes,
- la création de bâtiments sauf ceux en extension ou en rénovation de bâtiments existants, s'ils ne sont pas une source de pollution des eaux souterraines ou superficielles. La création de bâtiments est possible dans les zones urbanisables, raccordées à l'assainissement et prévues au P.O.S. au moment de l'enquête de Déclaration d'Utilité Publique.

Dans les secteurs SUD et OUEST, sont évités les stabulations libres, l'épandage de lisiers et l'utilisation de désherbants de synthèse.

En outre, un piézomètre (profondeur : 20 m, diamètre intérieur : 115 mm) est réalisé sur la parcelle ZW 83 (golf).

Article 6 -

Un contrôle de l'étanchéité des réseaux d'eaux usées situés dans les périmètres de protection ainsi que des bassins de traitement de la rocade Sud-Est est effectué au moins tous les 3 ans.

Article 7 -

En vue de renforcer la protection de la qualité de l'eau du captage, une étude environnementale est réalisée sur le bassin versant amont hydrogéologique dans un délai maximum de 3 ans.

Article 8 -

Un dispositif de désinfection permanente par le chlore de l'eau produite est installé.

Article 9 -

Le contrôle sanitaire effectué par le service compétent, aux frais du pétitionnaire, comprend annuellement les analyses suivantes :

Forages	F1	F2	F3	F4
Nombre d'analyses RP (eau brute)	1	1	2	2
Pesticides*	3	3	3	3
hydrocarbures	2	2	2	2

***en fonction des produits utilisés dans le bassin hydrogéologique.**

- En production , après traitement : 22 P1, 3 P2, 1 P3, 22 B3

- En distribution : 36 D1, 7 D'1, 5 NO3

Article 10 -

Tous les frais de mise en place des mesures de protection précitées sont à la charge du pétitionnaire.

Article 11 -

La présente décision ne peut être déférée par le pétitionnaire qu'auprès du tribunal administratif dans le délai de recours de 2 mois à compter de la notification de la décision.

Article 12 -

Une copie du présent arrêté est déposée à la Mairie de Bourges et peut y être consultée par le public. Un extrait de l'arrêté énumérant notamment les principales prescriptions auxquelles l'activité est soumise, est affiché à la Mairie de Bourges pendant une durée minimum d'un mois; procès-verbal de cette formalité est dressé par les soins du Maire de Bourges. Un avis est inséré aux frais du pétitionnaire dans deux journaux diffusés dans le département.

Article 13 -

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Cher, Monsieur le Maire de BOURGES, Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, les inspecteurs de salubrité, officiers et agents de police judiciaire ainsi que les agents chargés de la police de l'eau sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du Cher.

Fait à Bourges, le **24 JUL. 2001**

Pour ampliation

Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau délégué

A. LAVEAU
A. LAVEAU

Le préfet,
Pour la préfet et par délégation
Le secrétaire général

Signé : Gérard BRANLY



POUR COPIE CONFORME

Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau délégué

Alaveau
A. LAVEAU



SERVICES
INFRASTRUCTURE

VILLE DE BOURGES

Services Techniques

PLACE ETIENNE MOLEY 181 45 57 56 54

CHAMP CAPTANT DU PORCHE

PERIMETRES DE PROTECTION DES FORAGES

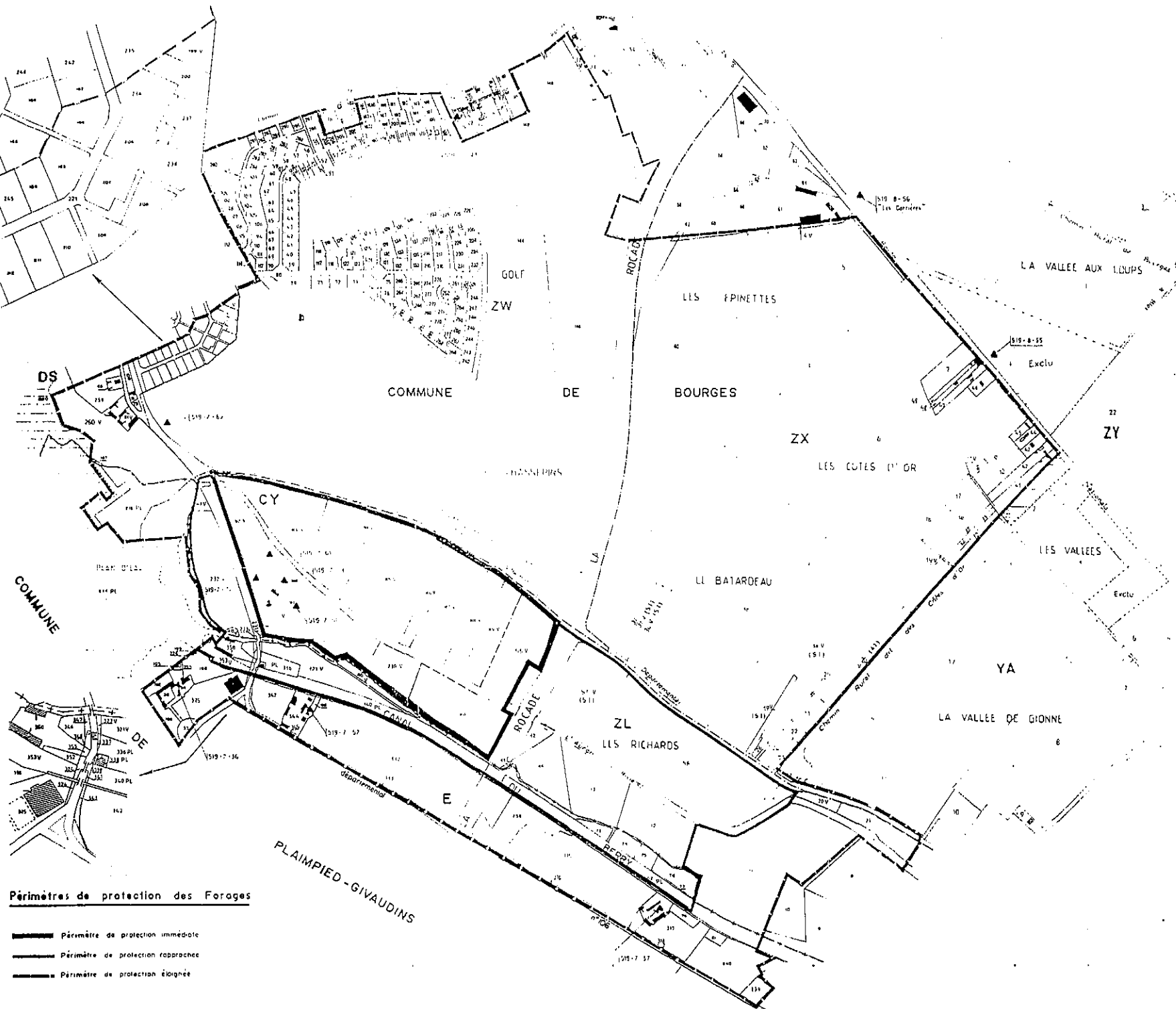
Ve pour être annexé à mon
arrêté en date de ce jour.
Bourges, le 24 JUL 2001
le Préfet,

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Signé : Gérard BRANLY

Perimètres de protection des Forages

- Périmètre de protection immédiate
- Périmètre de protection rapprochée
- Périmètre de protection éloignée



POUR COPIE CONFORME
Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau délégué

Alain
A LAVEAU

VILLE DE BOURGES

Services Techniques

PLACE ETIENNE MOLET 18 43 87 66 66

CHAMP CAPTANT DU PORCHE

PERIMETRES DE PROTECTION DES FORAGES

Vu pour être annexé à mon
arrêté en date de ce jour.
Bourges, le 4 JUIL. 2001

Le Préfet,

Le secrétaire général

Signé Gérard BRANLY

Perimètres de protection des Forages

- Perimètre de protection immédiate
- Perimètre de protection rapprochée
- Perimètre de protection éloignée

